

Les *Si*, les *Décis* et les *Indécis* :
dans les interstices du référendum

Pierre Noreau,
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Table des matières

Table des matières	2
Liste des illustrations	3
Décis et indécis, reconsidération du problème	4
Les électeurs fragiles	5
Les indécis existent-ils ?	9
Quelques conclusions	15
Les Anti et les Pro : Introduction et problématique générale	16
Réalité statistique des pro-souverainistes et des anti-fédéralistes	17
L'électorat en faveur du OUI et la campagne référendaire	18
Les Pro-souverainistes, les Anti-fédéralistes et le sens du Oui	20
Pro-souverainistes, anti-fédéralistes et identité partisane	21
Réalité statistique des pro-fédéralistes et des anti-souverainistes	22
L'électorat en faveur du Non et la campagne référendaire	25
Les pro-fédéralistes, les anti-souverainistes et les conséquences du vote	28
Pro-fédéralistes, anti-souverainistes et identité partisane	28
Pro-fédéralistes, Anti-souverainistes et renouvellement du fédéralisme	31
Conclusion générale: le principe de double fragilité	34

Liste des illustrations

Figure 1 - Répartition du vote en faveur du Oui au référendum de 1995.....	18
Figure 2 - Répartition du vote en faveur du Non au référendum de 1995.....	23
Graphique 1 - Fragilité du vote et intérêt pour la campagne	7
Graphique 2 - Intention de vote et moment du choix	10
Graphique 3 - Âge et intention de vote	11
Graphique 4 - Langue maternelle et intention de vote.....	11
Graphique 5 - Pratique religieuse et intention de vote.....	12
Graphique 6 - Intention de vote et intérêt pour la campagne.....	13
Graphique 7 - Intention de vote et intérêt pour la question linguistique	14
Graphique 8 - Importance de la nomination de Bouchard comme négociateur.....	15
Graphique 9 - Profil des électeurs en faveur du Oui et moment de la décision	19
Graphique 10 - Un vote Oui signifie que Bouchard peut commencer à négocier.....	20
Graphique 11- Profils et intentions de vote provincial.....	22
Graphique 12 - Langue maternelle et justification du Non au référendum	24
Graphique 13 - Profils et évaluation de la meilleure campagne référendaire	25
Graphique 14 - Profils et perceptions du vote de son entourage	26
Graphique 15 - Profils et moment de la prise de décision	27
Graphique 16 - Profils et intentions de vote provincial	29
Graphique 17 - Profils et intentions de vote fédéral	30
Graphique 18 - Profils et perception de la promesse de Jean Chrétien	32
Graphique 19 - Fragilité des raisonnements politiques et fragilité du vote.....	35
Tableau 1- Intérêt accordé aux derniers événements de la campagne.....	6

Décis et indécis, reconsidération du problème

La difficulté principale rencontrée par les sondeurs dans la prédiction des résultats électoraux et référendaires tient aux multiples facteurs qui rentrent en ligne de compte entre le moment du sondage et le jour du vote. L'issue d'un référendum ou d'une élection tient ainsi à tout un ensemble de facteurs. Ainsi, bien que la technique du sondage se soit raffinée avec les années, entre 35 et 40 % des personnes contactées se refusent encore à répondre aux sondages. Les taux de réponse sont toujours de 60 à 65 %. L'enquête réalisée par Sondagem réalisée auprès de 1082 personnes quelques jours avant la fin de la campagne et auprès de 882 d'entre eux au lendemain du référendum révèle que les indécis représentaient 15,5 % des répondants et 12,8 % des personnes interrogées reconnaissaient pouvoir encore changer d'idée à quelques jours du référendum. On sait par ailleurs d'expérience qu'une partie de l'électorat identifiée à l'option souverainiste (les jeunes notamment) connaît des taux d'abstention supérieurs à la moyenne des électeurs. L'opinion de l'électorat était par conséquent particulièrement volatile et le Oui pouvait perdre en trois jours ce qu'il avait gagné au cours des deux dernières semaines de la campagne, d'où la nécessité de poursuivre les grandes manœuvres jusqu'à la toute fin et de s'assurer de la participation électorale des sympathisants du Oui, le jour du vote.

Les membres de notre équipe de recherche ont, dès le début de la campagne, suggéré qu'on applique aux indécis une répartition plus réaliste, à la lumière des sondages réalisés au cours des vingt dernières années. La répartition des indécis sur une base non proportionnelle 1/3-2/3 ou 1/4-3/4 permet ainsi de corriger, de façon réaliste, une distorsion constamment enregistrées dans les intentions de vote déclarées par les électeurs lors d'un sondage. Cette répartition, qui rend effectivement compte d'une variation importante entre les intentions de vote et le vote réel, occulte cependant toute une série de phénomènes plus complexes, et plus difficiles à mesurer, entourant la réalisation et l'interprétation de sondage. Ainsi, encore aujourd'hui, on peut difficilement conclure quoi que ce soit des intentions de vote des électeurs qui refusent de répondre aux sondages et de ceux qui n'iront pas voter (6 % dans le cas du présent référendum). On sait très peu de choses sur ceux qui annulent leur vote (près de 1 % de l'électorat). Reste le problème des «indécis», réels ou fictifs (les discrets), et des électeurs «fragiles», qui admettaient pouvoir changer d'idée au cours des derniers jours de la campagne.

Les résultats du dernier référendum nous imposent cependant une difficulté supplémentaire et imprévue, avec laquelle on devra composer à l'avenir. À chaque fois que l'écart serétrécit entre le Oui et le Non, les recherches et les analyses sur la composition du marais (*i.e.* sur les caractéristiques du groupe des électeurs susceptibles de voter soit pour une option soit pour une autre au gré des consultations électorales et référendaires) devront porter sur des échantillons toujours plus restreints (de 5 à 15 %) de l'électorat. Il faudra par conséquent accepter de travailler au scalpel dans un tissu électoral qui se fragilise au fur et à mesure qu'on se rapproche des zones sensibles de l'électorat, c'est-à-dire des sous-groupes électoraux susceptibles de modifier leur comportement électoral, dans un sens ou dans l'autre. Les grandes variables socio-démographiques continueront bien sûr à structurer la définition des grands thèmes de chaque campagne et le découpage des publics cibles, mais le repérage des électeurs ambivalents (catégorie plus intéressante sous plusieurs aspects que celle des indécis) deviendra un élément plus fondamental que par le passé dans la définition des stratégies électorales. C'est dans cette perspective qu'a été élaborée l'étude qui suit. Elle propose d'abord une première catégorie, celle des «fragiles» et démontre par la suite les limites de la traditionnelle catégorie des «indécis». Elle propose plus loin l'exploitation d'autres catégories d'opinion que celles que nous utilisons habituellement et fonde le concept de la *double fragilité*.

Les électeurs fragiles

Lors des élections antérieures de 1993 et 1994 et du référendum de 1992 sur l'Accord de Charlottetown, on sait qu'au cours des derniers jours le mouvement des opinions a fait perdre de 3 à 4 points au camp souverainiste de sorte que les résultats de chaque consultation ont toujours été au-dessous de ce que les sondages prédisaient. Cet effet de tassement est souvent lui-même le produit d'événements de dernière minute ou la conséquence du calcul de certains électeurs qui craignent la force annoncée d'un vainqueur triomphaliste (effet *underdog*). L'effet de tassement (ou prime à l'urne) a jusqu'ici plutôt servi les défenseurs du fédéralisme et semble expliquer encore aujourd'hui les résultats du référendum. Les données du sondage dont il est question ici nous révèlent que 61,5 % des électeurs fragiles interviewés croyaient à une éventuelle victoire du Oui

De fait, nous l'avons dit, 12,8 % des personnes interrogées lors du sondage admettaient, avant le référendum, qu'elles pouvaient changer d'idée au cours des dernières heures de la campagne et, après le référendum, 19,6 % des personnes interrogées reconnaissaient avoir pensé appuyer

une autre option, au cours de la campagne électorale. Au sein des électeurs qui ont finalement voté en faveur du Oui, 17,1 % des répondants admettaient avoir envisagé d'appuyer le Non à un moment ou à un autre de la campagne; et 20,5 % des électeurs qui ont finalement voté en faveur du Non, ont également, à un moment ou un autre, envisagé de voter pour le Oui. Près de 20 % des électeurs faisait ainsi partie de cet électorat «fragile». Dans les faits, 94,4 % des électeurs qui avaient annoncé leur intention de voter Oui et 88,9 % des électeurs qui avaient annoncé leur intention de voter Non ont finalement voté en conformité avec leurs intentions annoncées. Au sein de ceux qui se considéraient eux-mêmes comme des électeurs fragiles (qui ont admis à la toute fin de la campagne pouvoir changer d'idée), 24,8 % reconnaissent avoir néanmoins pris leur décision à la dernière minute (contre 5,5 % des électeurs qui avaient présenté leur position comme définitive). Cette portion mouvante de l'électorat est restreinte, mais constitue néanmoins 3 % de la population étudiée, c'est-à-dire suffisamment d'électeurs pour faire pencher la balance référendaire ¹. Ces électeurs avouent cependant avoir été moins touchés que les autres par les derniers événements de la campagne: la manifestation du 27 octobre, la déclaration du Président Clinton, l'allocution de Jean Chrétien à la télévision ou les résultats des derniers sondages.

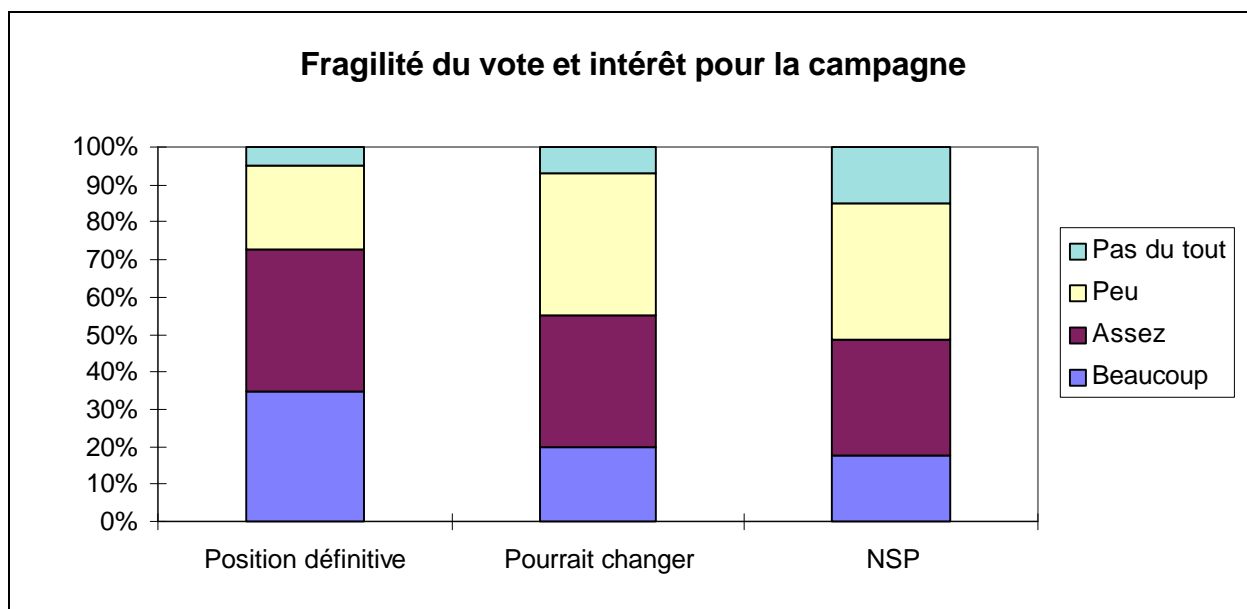
Tableau 1- Intérêt accordé aux derniers événements de la campagne

Importance accordée à				
	Manifestation du 27 octobre	Déclaration de Clinton	Allocution de Chrétien	Derniers sondages
Définitive	49,1 %	26,9 %	27 %	39,3 %
Peut changer	38,9 %	17,1 %	19,8 %	30,9 %

¹ Fait intéressant, alors que 3.3 % des personnes interrogées avant le référendum admettent n'avoir pas eu le temps de voter le jour du référendum, cette proportion monte à 6,2 % pour les répondants qui reconnaissent, à la toute fin de la campagne, pouvoir changer d'idée. D'un point de vue statistique, cette dernière donnée n'est pas significative et doit par conséquent être analysée de façon extrêmement prudente. Elle tend néanmoins à laisser croire (encore que la chose mérite d'être vérifiée dans le cadre d'autres sondages) que l'ambivalence reste une importante cause d'abstention, ce que confirme le sens commun et l'hypothèse dite de la spirale du silence.

Tous ces événements ont par conséquent surtout touché ceux dont l'option était déjà établie et qui ont cherché dans l'actualité quotidienne de la campagne à conforter leur position. Il en va de même de la plupart des événements qui se sont déroulés dans la première moitié de la campagne. Cette donnée trouve une explication partielle dans l'intérêt moins grand porté par les répondants fragiles au déroulement général de la campagne (Tableau 1). Ainsi, alors que 72,7 % des électeurs «décidés» admettent avoir accordé beaucoup ou assez d'intérêt à la campagne référendaire, cette proportion descend à 55 % chez les électeurs qui ont admis pouvoir changer d'idée à quelques jours du référendum.

Graphique 1 - Fragilité du vote et intérêt pour la campagne



Dans la veine de ce qui précède, 29,7 % des «fragiles» seulement considèrent que la campagne les a aidés à se faire une idée et, à la toute fin de la campagne, seulement 41,4 % considéraient qu'ils bénéficiaient d'une information suffisante pour se faire une idée alors que cette proportion était de 80,8 % du côté des électeurs décidés. Finalement 68,1 % des électeurs fragiles considéraient que la campagne ne leur avait pas permis d'aller au fond des choses, ce qui tend à révéler le peu d'impact qu'ont pu avoir les recherches Le Hir et les multiples documents d'information produits par les deux camps.

L'ambivalence des fragiles quand à la question constitutionnelle tient, en partie du moins, à l'espoir qu'ils entretiennent quant à l'éventualité d'une réforme du fédéralisme. Ainsi, 56,8 des fragi-

les croyaient en la possibilité d'une telle réforme alors que chez les électeurs décidés cette proportion tombait à 47,8 % et à moins de 30 % chez ceux qui avaient l'intention de voter Oui à la toute fin de la campagne. Même dans l'hypothèse d'un Non au référendum, 69 % des fragiles affirmaient croire à une possible réforme du fédéralisme canadien. Cela dit, ils étaient assez généralement d'accord sur le fait que le Québec avait le droit de se séparer (78,9 %), qu'il en avait les moyens (64,2 %) et que le projet de souveraineté mis de l'avant par le gouvernement du Québec était réalisable (66 %). L'ambivalence de ces électeurs ne tient donc pas à la nature même du projet soumis le 30 octobre, mais à des préoccupations (ou caractéristiques) plus personnelles. Ainsi, les électeurs disposés à changer d'idée dans les derniers jours de la campagne sont légèrement plus portés que la moyenne des répondants (56,5 %) à craindre les pertes d'emplois à la suite d'un vote en faveur de la souveraineté. Par ailleurs, 57,7 % d'entre eux croyaient qu'il ne s'agissait pas là du référendum de la dernière chance et la majorité d'entre eux associait le maintien du Québec au sein de la confédération à certaines conditions institutionnelles, comme la reconnaissance du Québec comme société distincte (89,5 %), le droit de veto (81,3 %), le transfert de certains pouvoirs fédéraux (85,6 %) et la perception de tous les impôts par le Québec (74,7 %).

Compte tenu de cette posture particulière, les électeurs fragiles ont, dans une proportion beaucoup moins importante que les autres électeurs, tenté de convaincre leur entourage de voter pour l'une ou l'autre des options en présence (35 % contre 49 % pour les répondants déjà certains de leur choix); ils sont très peu nombreux à avoir assisté à une assemblée publique (4% contre 15,4 %); aucun d'entre eux (0 % contre 7,4 % pour les répondants certains de leur choix) n'a travaillé à l'organisation de la campagne et aucun n'a contribué financièrement à la campagne. Seulement 5 % d'entre eux ont accepté de s'identifier à l'aide d'un article promotionnel (contre 19 % pour les autres répondants). Ces répondants n'ont rien de l'étoffe des militants... Ils disposent par ailleurs d'une conception très souple du politique, libérée des contingences historiques ou institutionnelles.

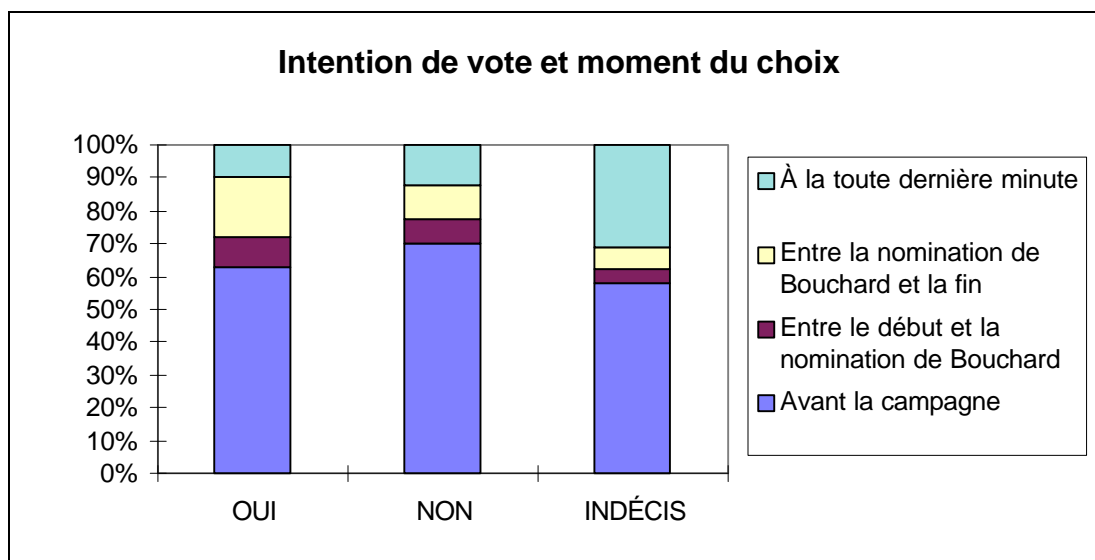
Fait particulièrement caractéristique, mais difficile à interpréter, 17,5 % des répondants fragiles auraient voté pour l'ADQ si des élections provinciales avaient eu lieu avant la tenue du référendum, mais cette proportion tombe à 10,7 % dans la semaine qui suit le 30 octobre. Ces données tendent à laisser croire (mais il s'agit ici d'une spéculation) que la proximité des échéances cruciales est de nature à refréner l'audace de ces répondants, les 7 % manquant étant presque tous

passé du côté du Parti québécois à la suite du référendum... Finalement, 59,8 % d'entre eux ont voté en faveur du Oui, ce qui tend à révéler la fragilité de cette frange signifiante de l'électorat souverainiste par rapport à l'électorat fédéraliste. Chez les «fragiles» qui ont voté Oui, on compte un plus grand nombre d'*anti-fédéralistes* (44,7 %) que de souverainistes affirmés (36 %). Plusieurs d'entre eux ont par conséquent voté «de reculons». Chez ceux qui ont voté Non, on trouve également un plus grand nombre d'*anti-souverainistes* (69 %) que de véritables pro-fédéralistes (12 %). Ces données sont intéressantes en regard de l'étude qui suit sur la fragilité des électeurs, notamment sur l'attitude de ceux qui optent sur la base d'une réaction vis-à-vis de la souveraineté ou du fédéralisme plutôt que sur la prise de position affirmée (*supra*). Il est finalement très difficile de prévoir le comportement de ces électeurs sur une longue période. Cela dit, ils appuient majoritairement (65,7 %) la venue de Lucien Bouchard à Québec et croient dans des proportions raisonnables à l'éventualité d'un nouveau référendum dans un an (16 %), deux ans (13,7 %), trois ans (13,8 %) ou dans le cadre d'un autre mandat (38 %). **Histoire à suivre!**

Les indécis existent-ils ?

L'électeur indécis est un individu différent. Les études menées dans le passé sur le comportement des indécis nous révèlent que cette tranche de l'électorat ne se distingue pas toujours significativement des autres segments de l'électorat, du point de vue de leur revenu, de leur sexe, de leur âge ou de leur scolarité. On sait bien sûr que les indécis comptent un peu plus de femmes que d'hommes, et une proportion plus importante de personnes âgées, mais ces facteurs ne sont pas toujours significatifs, du point de vue statistique. Notre équipe a récemment insisté sur le fait que la majorité des indécis étaient en fait des électeurs discrets, qui ne désiraient tout simplement pas faire connaître leur orientation politique. Le sondage que nous avons réalisé tend à confirmer cette intuition générale. Il révèle en particulier que, dans les faits, 58,2 % de ceux qui se sont déclarés indécis dans la semaine qui précède le référendum ont en réalité pris leur décision avant même que commence la campagne référendaire, 7,3 % ont pris cette décision entre le début de la campagne et la nomination de Lucien Bouchard comme négociateur en chef (9 octobre 1995); 10,2 % entre cette date charnière et la fin de la campagne et 31 % à la toute dernière minute. Ces données tendent à confirmer, en fait, que moins du tiers des indécis (4,5 % de l'électorat) sont véritablement indécis (graphique 2).

Graphique 2 - Intention de vote et moment du choix

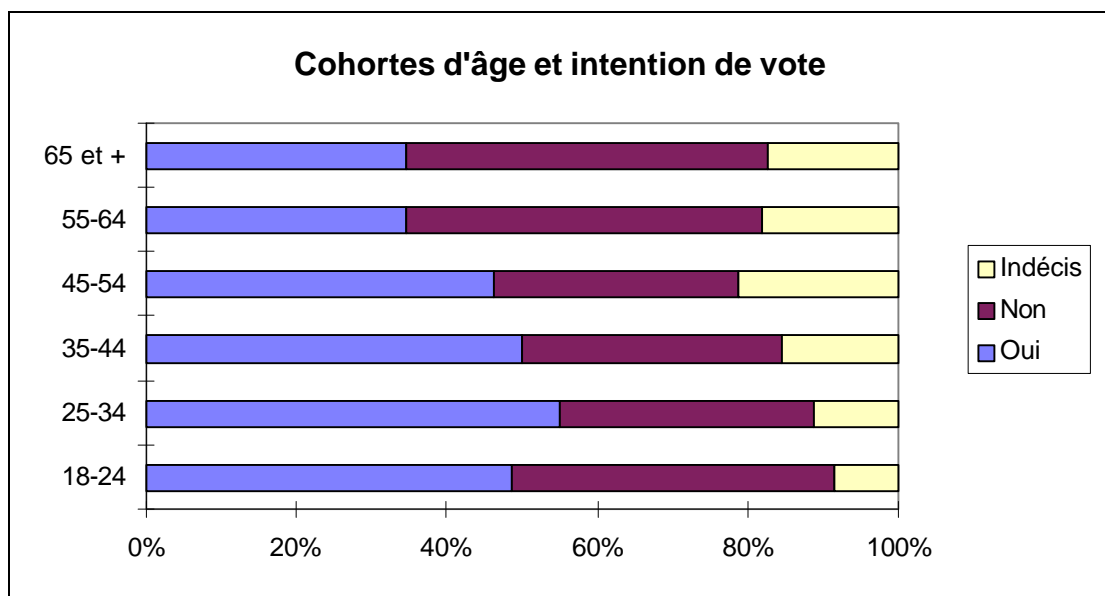


Il ne s'agit évidemment pas de nier ici l'existence de véritables indécis (près de 5 % de l'électorat), mais de reconnaître la faiblesse de la catégorie. Ceux qui se disent indécis répondent cependant à un certain nombre de caractéristiques. Le graphique 3 qui suit nous révèle par exemple, comme nous l'avons rappelé précédemment, qu'on les rencontre en nombre plus important chez les électeurs plus âgés.

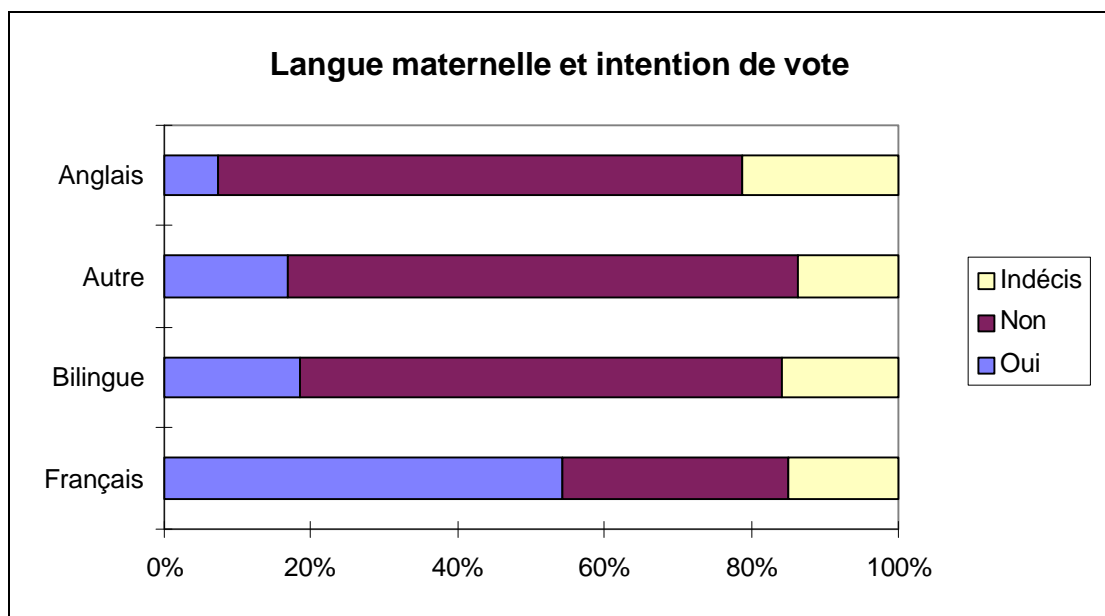
Ils sont par ailleurs plus nombreux, en proportion, au sein des répondants de langue maternelle anglophone que chez les répondants bilingues, allophones ou francophones, comme le révèlent les données colligées au graphique 4.

Soulignons également qu'ils sont légèrement plus nombreux du côté des électeurs pratiquant une religion sur une base régulière (18,4 %) que chez ceux qui ne pratiquent jamais (16,9) ou ne pratiquent qu'à l'occasion (13,3 %). Cela dit, le graphique 5 qui suit est surtout intéressant parce qu'il tend à révéler un plus fort appui à la souveraineté du côté des électeurs qui déclarent ne jamais pratiquer (53,1 %) que du côté de ceux qui déclarent pratiquer régulièrement (39,3 %) :

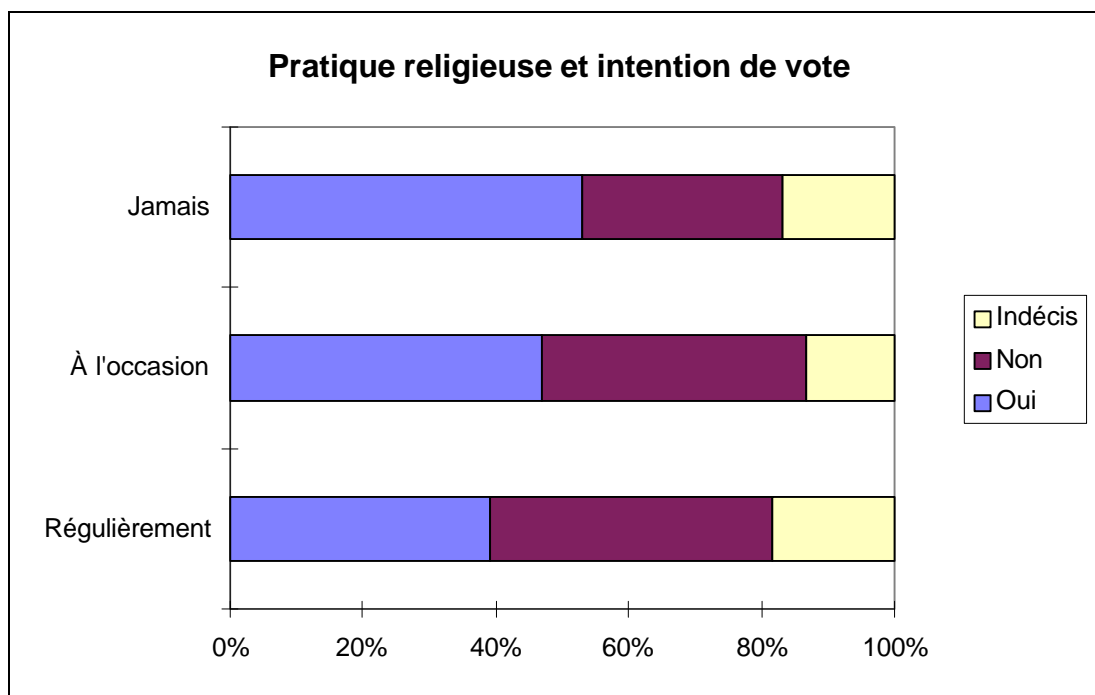
Graphique 3 - Âge et intention de vote



Graphique 4 - Langue maternelle et intention de vote



Graphique 5 - Pratique religieuse et intention de vote



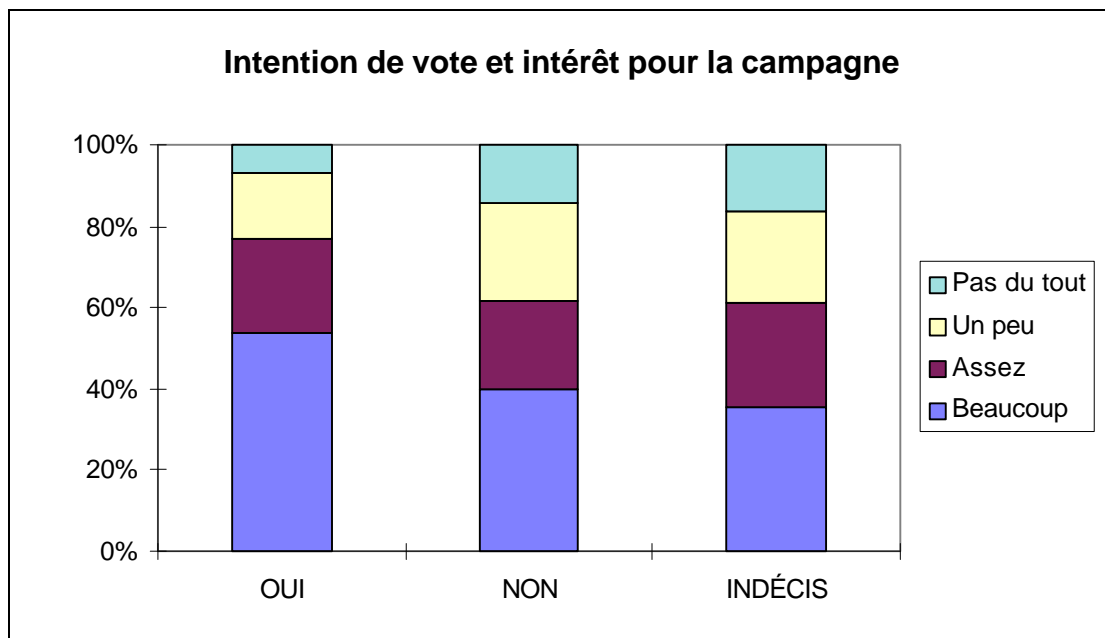
Il n'est sans doute pas inutile de rappeler ces simples faits, qui touchent une réalité sociologique (la pratique religieuse) à laquelle on accordait beaucoup plus d'importance au cours des années 70, mais qui semble jouer encore un rôle important aujourd'hui.

Cela dit, c'est généralement du point de vue de leur perception politique que les indécis se distinguent le plus des autres électeurs et c'est leur profil politique qui nous intéresse ici. Contrairement aux électeurs qui avaient déjà opté pour une ou l'autre des options en présence et qui disent s'être majoritairement intéressés à la campagne, les indécis avouent avoir au contraire accordé peu ou pas du tout d'attention à la campagne (53,7%).

En effet, 78 % des indécis considéraient que la campagne ne les avait pas aidés à faire un choix, une proportion plus importante que chez les électeurs dont l'option était déjà définie. Par ailleurs, 38,8 % des indécis considéraient être informés de façon insuffisante à la toute fin de la campagne. Or, pour la même période, 71,7 % des électeurs du Oui et 71,3 % des électeurs en faveur du Non se disaient suffisamment informés pour faire un choix. Par ailleurs, alors que les électeurs en faveur du Oui ou du Non reconnaissent être majoritairement entourés d'électeurs de leur propre tendance dans respectivement 60,8 % et 48,9 % des cas, 47,9 % des indécis admettaient ne pas savoir pour quelle option pencherait la majorité de leur entourage. Il s'agit ce-

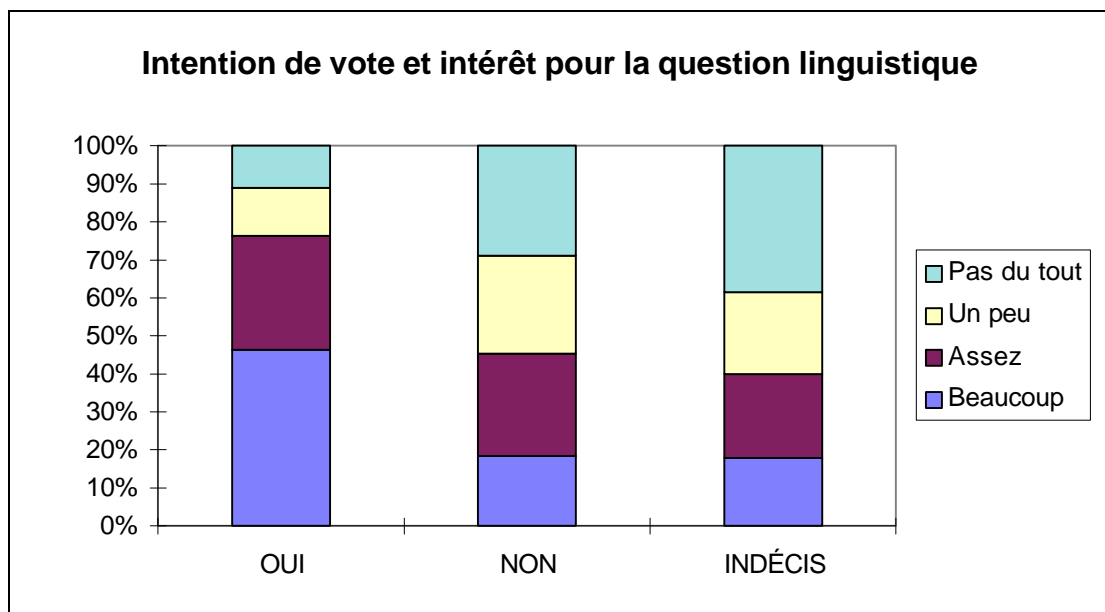
pendant sans doute là d'une façon indirecte de ne pas s'identifier en faveur de l'une ou l'autre option. On retrouve le même réflexe dans la plupart des questions qui supposent une forme d'auto-identification politique. Cela dit, si 54,6 % des indécis considéraient que le Non conduirait le Canada à faire de nouvelles offres constitutionnelles — ce qui est faible si on tient compte du fait que 61,9 % des sympathisants du Oui et 67,5 % des électeurs du Non avouaient croire en cette virtualité — 47,4 % des indécis déclaraient ne pas croire aux offres de renouvellement faites par Jean Chrétien au cours de la dernière semaine de la campagne, ce qui les situe exactement entre les tenants du Oui (78,6 % n'y croyaient pas) et du Non (seulement 22,7 % affirmaient ne pas y croire). Finalement, 51,1 % des indécis croyaient qu'advenant un Non au référendum, il y aurait une prochaine fois, alors que 30,5 % d'entre eux croyaient à la thèse du référendum «de la dernière chance».

Graphique 6 - Intention de vote et intérêt pour la campagne



Par rapport à tout un ensemble de priorités, les indécis ne se distinguaient pas significativement des autres électeurs. Ils accordaient une égale importance à l'éducation, à l'emploi et au maintien des soins de santé, au problème de l'endettement de l'État et à la baisse de la natalité, au coût de la vie ou à la sécurité sociale. Ils se distinguaient cependant des électeurs du Oui (et se rapprochaient des électeurs fédéralistes) dans le peu d'importance qu'ils accordaient au problème de la culture et de langue (graphique 7).

Graphique 7 - Intention de vote et intérêt pour la question linguistique



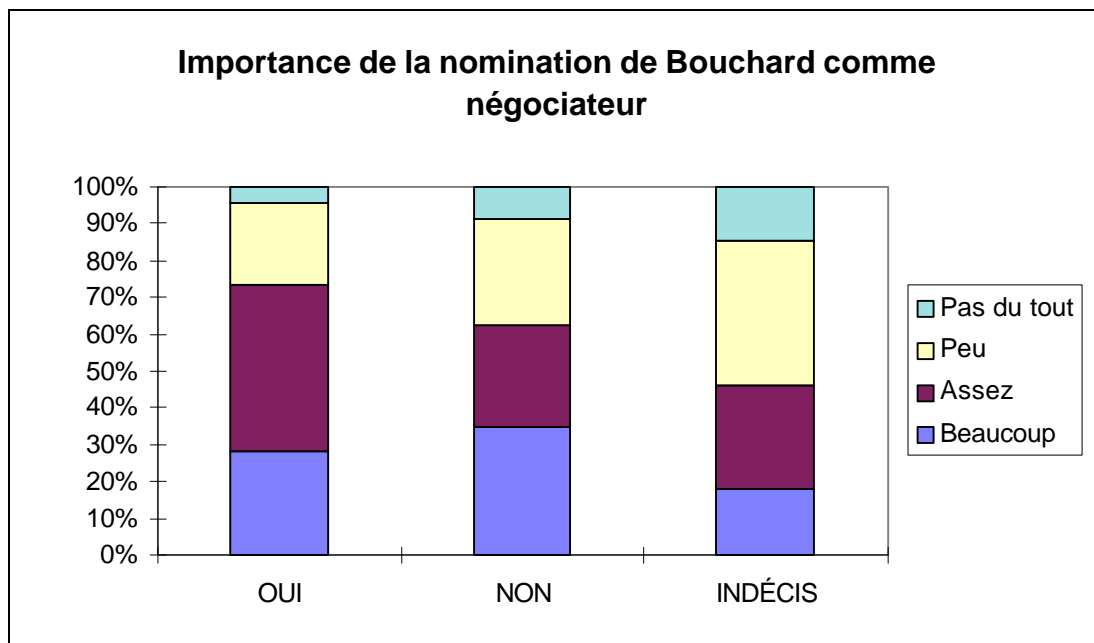
Moins sensibles aux arguments de nature identitaire, les indécis étaient, toutes proportions gardées, plus sensibles que les sympathisants du Oui aux questions de nature économique. Cet état de fait a pu être déterminant au cours des derniers jours de la campagne auprès des véritables indécis: à peu près le tiers de l'ensemble des indécis déclarés, représentant presque 5 % de l'électorat. Il s'agit en effet d'une couche d'électeurs mal outillés pour poser le problème de l'avenir politique du Québec à un niveau qui leur permettrait de dépasser la barrière des problèmes quotidiens. En contrepartie, ils n'ont sans doute pas été très sensibles à la guerre des identités qui s'est livrée sur les derniers kilomètres de la campagne ². Ils déclarent par ailleurs n'avoir pas accordé beaucoup d'importance à la nomination de Lucien Bouchard comme négociateur en chef (graphique 8).

Il est sans doute peu probable, à la lumière de cette donnée, que l'arrivée de Lucien Bouchard à Québec ait un effet significatif sur cette frange de l'électorat. Dans le même sens, alors qu'une majorité des électeurs (51,3 %) déclarent qu'ils voteraient pour le Parti québécois advenant une élection provinciale au lendemain du référendum, cette proportion passe à 38,1 % chez les indé-

² Les données du sondage tendent à confirmer la chose, mais il s'agit de croisements dont le taux de signification varie entre 3,2 % et 8,8 % selon l'indice retenu, la barre des 5 % servant généralement de balise.

cis qui se déclarent, dans 20 % des cas, «indécis» sur la question. Ambivalence, quand tu nous tiens...

Graphique 8 - Importance de la nomination de Bouchard comme négociateur



Quelques conclusions ...

Il apparaît clairement, dans ce qui précède que s'agissant des électeurs à convaincre, on a avantage à s'intéresser aux électeurs fragiles plutôt qu'aux électeurs qui se disent indécis. En effet, les deux-tiers des électeurs indécis sont essentiellement des électeurs discrets, électeurs dont la position est donc déjà bien établie, mais qui accordent en général assez peu d'attention à la question politique. En contrepartie, les électeurs «fragiles» présentent un profil plus tangible, et qui laisse des traces souvent plus nettes. La fragilité de l'électorat elle-même peut cependant se mesurer de différentes façons. Sur une base strictement factuelle (sinon phénoménologique) on doit se rabattre sur les déclarations des répondants quant à la solidité de leur propre vote, mais on peut également chercher à repérer de quelle façon les électeurs en viennent à établir leur option politique, comme nous le verrons dans l'étude suivante. Dans la typologie que nous avons élaborée, nous définissons quatre catégories de répondants. Du côté du Oui : les souverainistes et les anti-fédéralistes; et du côté du Non: les anti-souverainistes et les pro-fédéralistes. On en apprendra davantage sur ces deux profils dans la section qui suit. Pour

l'heure, contentons-nous d'indiquer qu'il existe une certaine corrélation entre la façon de poser le problème constitutionnel (pro ou anti quelque chose) et la stabilité du vote. On verra dans l'étude qui vient que le profil «anti» est un profil plus instable que le profil «pro» et qu'il comprend plus d'électeurs fragiles (qui prétendent avoir envisagé de changer d'idée, notamment chez les électeurs du NON!) que le profil concurrent.

Les Anti et les Pro : Introduction et problématique générale

Du point de vue de la démocratie institutionnelle, le sens du vote ne peut souffrir que d'une seule interprétation. Cette règle confère sa stabilité aux institutions politiques et permet l'expression mesurable de la volonté générale. Elle établit la distinction entre les décisions légitimes et illégitimes. Il n'en va pas ainsi pour la sociologie politique qui se préoccupe davantage des représentations sociales, des procédés de socialisation et du sens donné par les citoyens de leur engagement politique. Du point de vue de la communication publique, cette préoccupation détermine largement le choix des thèmes de campagne, et du point de vue de l'action politique, la structure du discours public.

S'agissant de l'analyse des volontés de l'électorat, les recherches conduites au cours des dernières années révèlent la faiblesse des catégories socio-démographiques traditionnelles comme facteurs d'explication du vote. À l'exception de certaines dimensions particulières, le sexe, l'âge, le statut professionnel et le niveau de revenu ne sont plus des repères fiables pour la compréhension des choix politiques de l'électorat. En contrepartie, le niveau de scolarité est souvent devenu le facteur le plus significatif, ce qui tend à révéler l'importance des institutions de formation dans la socialisation des citoyens. Lentement, les autres facteurs socio-démographiques en sont venus à trouver leur sens dans leur corrélation avec la formation académique. Cet état de fait tend par exemple à expliquer le faible caractère prédictif du sexe, du statut professionnel ou du niveau de revenu qui, en dernière analyse, sont largement déterminés par ce facteur. La psychologie sociale et la sociologie politique ont cherché pour leur part à tenir compte de d'autres dimensions que celles plus mécaniques offertes par les critères socio-démographiques classiques, en synthétisant des variables d'état plus susceptibles de fournir une analyse compréhensive (moins statique et moins socio-déterministe) des choix politiques de l'électorat. Au cours des dernières années, les recherches conduites par les membres du Groupe de recherche sur l'opinion publique (GROP) ont notamment permis l'exploitation d'échelles fondées sur le sentiment

d'appartenance nationale (profils fonctionnel, normatif et symbolique), sur la peur et sur l'estime de soi, qui se sont avérées être des facteurs déterminants pour l'établissement de l'option politique (ou de l'indécision) des électeurs. Dans le texte qui suit, nous explorons une autre échelle — binaire celle-là — qui nous permet de distinguer deux grands profils d'électeurs au sein des citoyens qui ont voté OUI au dernier référendum: les souverainistes par conviction (que nous appellerons ici les pro-souverainistes) et les souverainistes par réaction (que nous appellerons les anti-fédéralistes). Du côté du NON, ils font pendant à deux autres catégories les pro-fédéralistes et les anti-souverainistes.

Réalité statistique des pro-souverainistes et des anti-fédéralistes

Dans le cadre d'un sondage réalisé par la firme sondagem auprès d'électeurs interrogés avant et après le référendum du 30 octobre 1995, les 476 électeurs interviewés qui ont déclaré avoir effectivement accordé leur appui au Oui ont également eu à répondre à la question suivante:

«*Pourquoi avez-vous voté 'OUI' ? . Est-ce surtout parce que...*

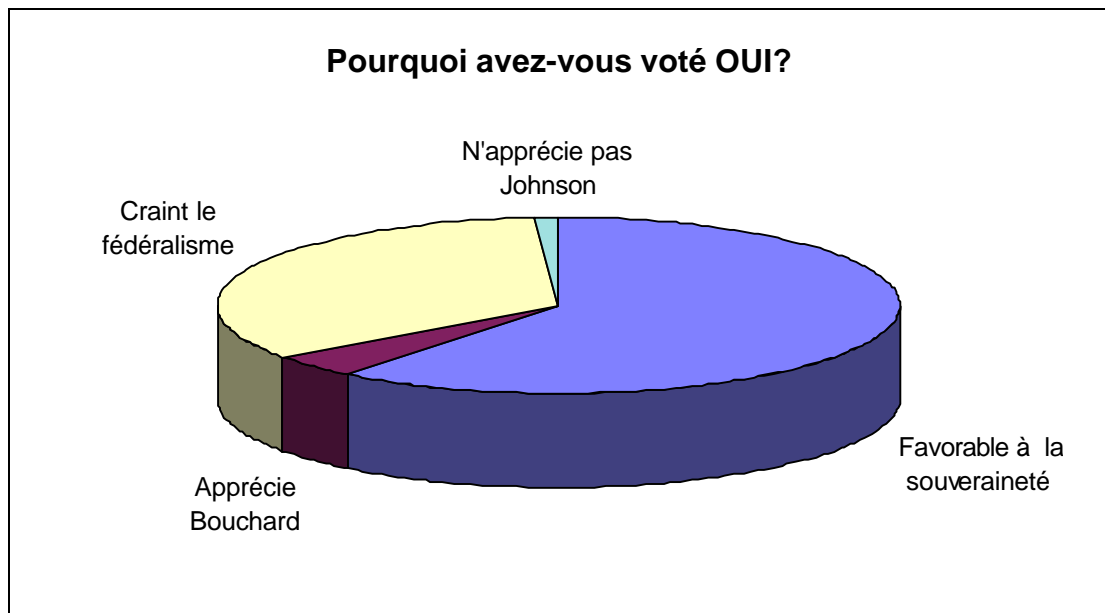
- *Vous êtes favorable à la souveraineté du Québec ?*
- *Vous appréciez M. Lucien Bouchard ?*
- *Vous n'appréciez pas M. Daniel Johnson ?*
- *Vous avez des craintes quant aux conséquences à long terme du fédéralisme sur le Québec ?»*

La répartition brute des réponses données à cette question (figure 1) révèle que, parmi les électeurs qui ont accordé leur appui au camp du Oui, 58,8 % des répondants ont affirmé leur appui à la souveraineté, 4,2 % ont affirmé qu'ils appuyaient le Oui comme expression de leur appui à Lucien Bouchard (mesure relative, mais significative de l'effet Bouchard sur l'ensemble des appuis accordés au Oui le 30 octobre 1995); 1,2 % des informateurs seulement ont affirmé voter en réaction à Daniel Johnson et 32,8 % ont voulu exprimer par leur vote leur crainte des conséquences à long terme du fédéralisme sur le Québec.

Un rapide coup d'œil sur ces résultats fait voir la présence de deux grands profils de répondants, les partisans du Oui qui définissent leur option dans une perspective Positive (favorable à la souveraineté ou en appui à Lucien Bouchard) et les électeurs qui ont plutôt opté pour le Oui en réaction soit à Daniel Johnson, soit aux dangers qu'ils associent au fédéralisme. Au sein des

électeurs qui ont finalement opté en faveur du Oui, le groupe des *Pro-souverainistes* représente 63 % des répondants et le groupe dit des *Anti-fédéralistes*, 37 %. On peut supposer que ces deux formes d'appui au Oui répondent à des profils d'électeurs différents et que le bloc des électeurs «souverainistes» est en fait constitué d'éléments plus ou moins fragiles selon le cas.

Figure 1 - Répartition du vote en faveur du Oui au référendum de 1995



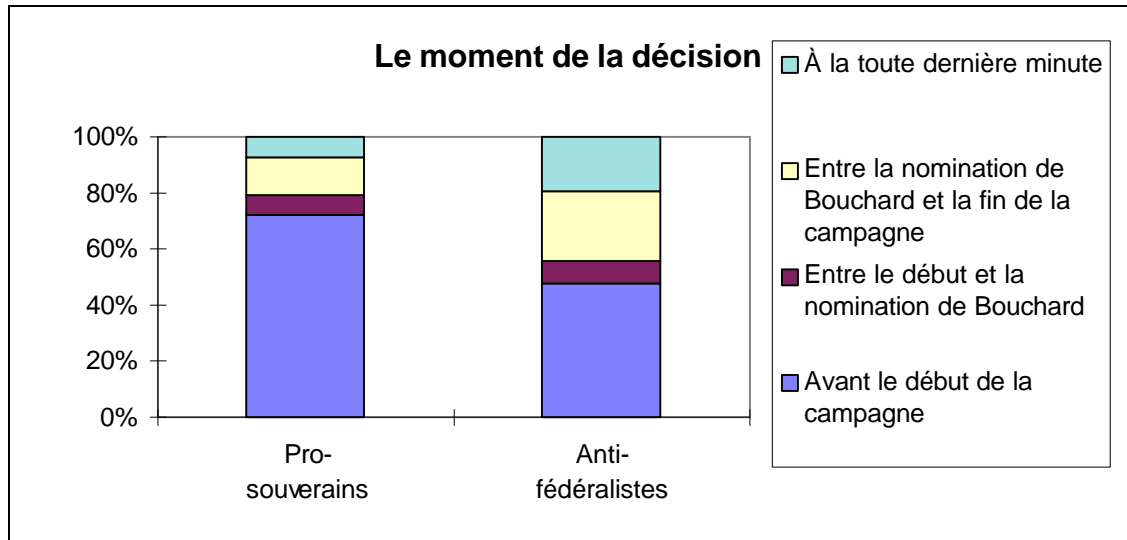
A priori nos données mettent en évidence l'importance de tenir à la fois un discours pro-actif (en faveur de la souveraineté) et un fort discours critique sur le fédéralisme. Une lecture plus poussée de ces données révèle cependant que l'appui accordé au Oui par les tenants d'une position défensive est plus fragile que celui accordé par les électeurs qui se disent clairement souverainistes. C'est cette conclusion générale qu'on verra s'exprimer dans la suite de cette étude.

L'électorat en faveur du OUI et la campagne référendaire

Une tendance lourde se révèle à la lecture des premiers croisements relatifs à l'importance accordée par les *Anti-fédéralistes* au déroulement de la campagne électorale. Disons immédiatement que contrairement aux électeurs qui répondent au profil *Pro-souverainiste* qui affirment dans 71,8 % avoir pris leur décision avant le début de la campagne et dans près de 80 % avant la nomination de Bouchard comme négociateur en chef, 45,6 % des *Anti-fédéralistes* admettent avoir pris leur décision après la nomination de Lucien Bouchard, et 18,6 % à toute dernière mi-

nute (graphique 9). Même après le référendum, 22,4 % des anti-fédéralistes admettaient avoir pensé appuyer une autre option que le Oui (le Non).

Graphique 9 - Profil des électeurs en faveur du Oui et moment de la décision



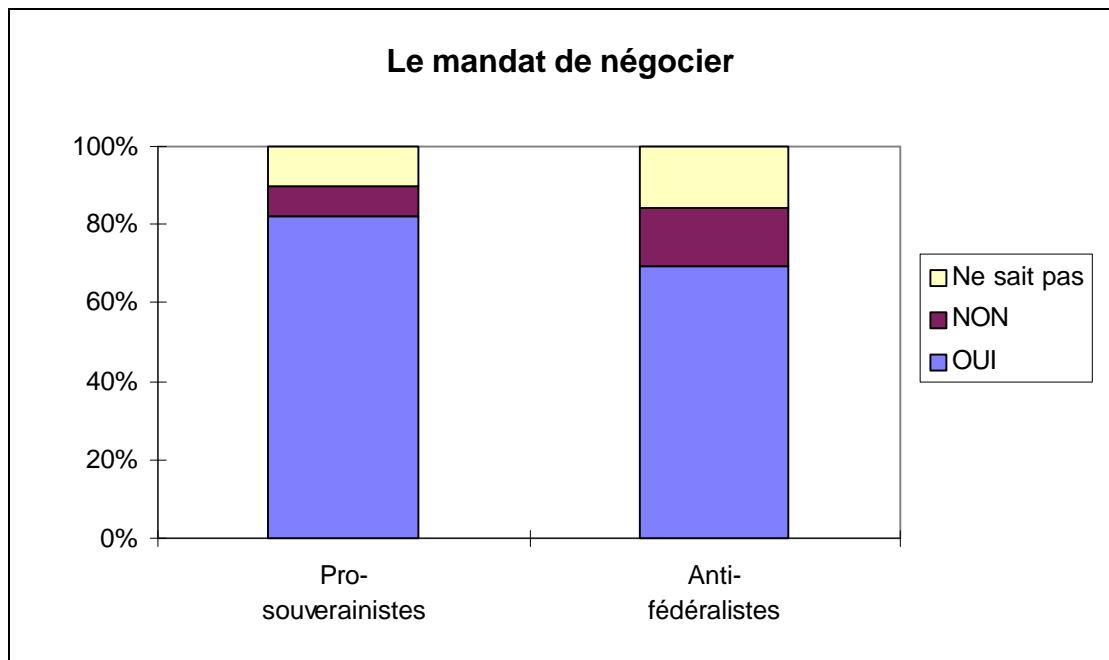
Il résulte de cette situation que cette fraction de l'électorat en faveur du Oui (correspondant au profil des Anti-fédéralistes) attendait davantage de la campagne et y a accordé plus d'intérêt que les autres sympathisants du Oui. Ces électeurs ont ainsi porté plus d'intérêt que les autres sympathisants souverainistes au débat conduit à l'Assemblée nationale sur la question référendaire (26,5 % contre 19,8 % du côté des Pro-souverainistes) et ont reconnu plus d'importance aux études Le Hir (15 % contre 10,5 %). Par ailleurs, 44,3 % d'entre eux considéraient que la campagne les avait aidés à se faire une idée alors que cette proportion tombait à 35,9% chez les répondants du profil Pro-souverainiste; et si la majorité des *Anti-fédéralistes* admettent que la campagne du Oui a mis en scène les meilleurs porte-parole, les meilleurs arguments, une meilleure publicité que le camp souverainiste et que le Oui a, de façon générale, mené la meilleure campagne, ils sont moins complaisants que les électeurs pro-souverainistes et considéraient pour le tiers d'entre eux être encore insuffisamment informés à la fin de la campagne. Les anti-fédéralistes ont par ailleurs été un peu plus sensibles que les électeurs pro-souverainistes à l'allocation télévisée réalisée par Jean Chrétien dans la dernière semaine de la campagne (24,4 % contre 16,2 % pour les Pro-souverainistes) et reconnaissent dans 37,7 % des cas avoir accordé une certaine importance à la manifestation d'amour organisée aux derniers jours de la campagne

officielle. Il est cependant raisonnable de croire que cette manifestation a pu avoir, auprès de ces électeurs, un effet inverse à celui que recherchaient ses initiateurs.

Les Pro-souverainistes, les Anti-fédéralistes et le sens du Oui

Les pro-souverainistes et les anti-fédéralistes tiennent par ailleurs, après agrégation des données, un point de vue légèrement différent sur le sens à donner à un Oui et au Non à l'occasion du référendum. Ainsi, si 82 % des électeurs pro-souverainistes considèrent qu'un Oui aurait accordé à Lucien Bouchard un mandat clair de négocier le partenariat avec Ottawa, cette proportion passe à 69,3 % chez les anti-fédéralistes, position qui est concordante avec la justification qu'ils donnent de leur choix référendaire (graphique 10).

Graphique 10 - Un vote Oui signifie que Bouchard peut commencer à négocier le Partenariat



La méfiance vis-à-vis des effets à long terme du fédéralisme semble expliquer l'intérêt moins grand qu'ils accordent au mandat de négocier quelque forme de partenariat. Cette posture tend à révéler qu'au sein de cette partie de l'électorat, le Oui peut trouver une justification même sans la présence d'un mandat claire de négocier. Cette prise de position semble également indiquer un certain scepticisme quant au discours souverainiste sur l'éventualité d'un partenariat et un point de vue différent quant aux risques que présente un appui au Non. Ainsi, si 15,3 % des électeurs pro-souverainistes considèrent comme très probable ou assez probable qu'on assiste à un retour

de la violence advenant un Non, cette proportion passe à 24,4 % chez les électeurs anti-fédéralistes. Cela dit, 41,1 % considèrent peu probable qu'advenant un Non, Ottawa profite de la faiblesse du Québec pour couper dans les transferts de paiements alors que chez les pro-souverainistes, 41,6 % des répondants considèrent cette virtualité comme assez probable et 30 % comme très probable. En contrepartie, seulement 46,5 % des électeurs anti-fédéralistes croyaient à l'éventualité de nouvelles offres constitutionnelles de la part d'Ottawa au lendemain d'un Non au référendum, alors que cette croyance était partagée par 56,9 % chez les informateurs pro-souverainistes. Ces résultats tendent surtout à révéler la présence d'une certaine méfiance des anti-fédéralistes vis-à-vis du jeu politique et du discours politique et le sentiment d'une certaine étanchéité des institutions aux enjeux référendaires. Au contraire, les électeurs pro-souverainistes (encore que dans une mesure relative) tendent à rattacher la question constitutionnelle à toutes les autres dimensions de la vie politique courante.

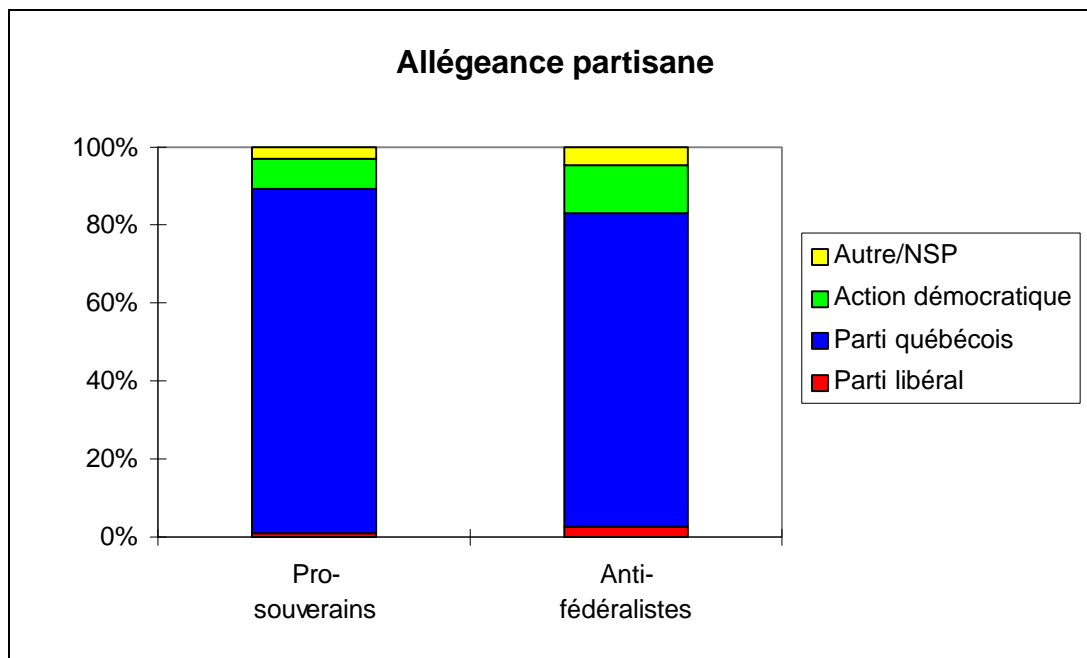
Pro-souverainistes, anti-fédéralistes et identité partisane

Être pro-souverainiste ou anti-fédéraliste implique également des distinctions particulières du point de vue de l'allégeance partisane. Or, on sait que l'identité partisane, et l'intention de vote en particulier, connaissent un fort taux de corrélation avec les orientations constitutionnelles des électeurs. Ainsi, advenant une éventuelle élection provinciale, plus de 80 % des électeurs qui ont voté Oui lors du référendum voterait en faveur du Parti québécois. Cela dit, cette proportion passe de 88,2 % à 80,5 % selon qu'on interroge les pro-souverainistes ou les anti-fédéralistes et ces derniers appuieraient l'Action démocratique dans une proportion de 12,1 % alors que cette proportion tombe à 6,7 % chez les pro-souverainistes. Advenant la tenue d'une élection fédérale, 90,8 % des pro-souverainistes appuieraient le Bloc québécois alors que cette proportion tombe à 81,8 % chez les anti-fédéralistes. Il s'agit évidemment de proportions comparables. Cela dit, elles rendent compte, au sein des électeurs favorables au Oui, et par conséquent, du caractère plus fluide de l'électorat anti-fédéraliste.

D'ailleurs, les pro-souverainistes et les anti-fédéralistes ont une approche légèrement différente de la participation politique. Ainsi, bien que les anti-fédéralistes aient voté en faveur du Oui lors du référendum, seulement 7 % d'entre eux (contre 15 % du côté des pro-souverainistes) ont effectivement assisté à une assemblée publique au cours du référendum et si 18,2 % d'entre eux ont affiché leur choix référendaire à l'aide d'un article communicationnel (affiches, boutons,

auto-collants, etc.) cette proportion est de 23,4 % chez les pro-souverainistes qui, sous ce rapport, ont une approche plus pro-active de l'action politique.

Graphique 11- Profils et intentions de vote provincial



Réalité statistique des pro-fédéralistes et des anti-souverainistes

Si l'analyse qui précède permet de distinguer, au sein des électeurs en faveur du Oui, les Pro-souverainistes des anti-fédéralistes, on peut également distinguer les électeurs qui, ayant voté non, se sont défini positivement ou négativement par rapport aux options constitutionnelles en présence. Un sondage réalisé dans le cadre du Sondage Sondagem-Le Devoir-Lachapelle-Noreau — dont nous nous servons ici — permet d'établir une distinction entre ces différents profils d'électeurs qu'on a souvent tendance à mettre dans le même groupe. Dans le cadre du sondage précité, les 326 électeurs interviewés qui ont déclaré avoir effectivement accordé leur appui au Non ont également eu à répondre à la question suivante:

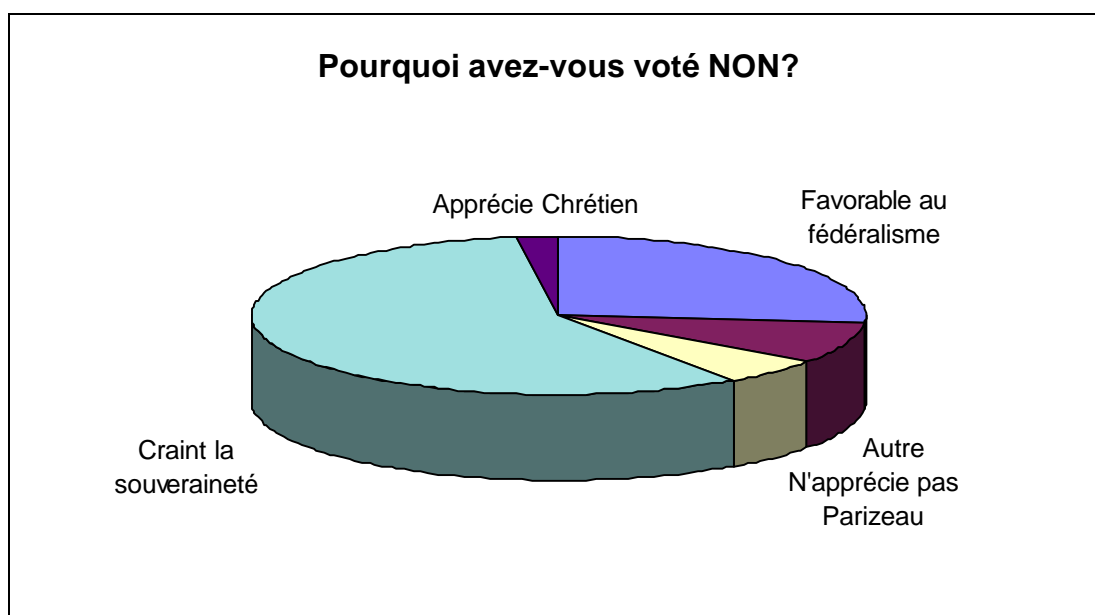
«*Pourquoi avez-vous voté 'NON' ? Est-ce surtout parce que...*

- *Vous êtes favorable au fédéralisme,*
- *Vous appréciez M. Jean Chrétien,*
- *Vous n'appréciez pas M. Jacques Parizeau,*

• *Vous avez des craintes sur les conséquences de la souveraineté ?»*

La répartition brute des réponses données à cette question (figure 2) révèle que, parmi les électeurs qui ont accordé leur appui au camp du Non, 26,7 % des répondants ont affirmé leur appui au fédéralisme, 2,2 % leur appui à Jean Chrétien ...; 5,2 % des informateurs seulement ont affirmé voter en réaction à Jacques Parizeau, et 57,5 % ont voulu exprimer par leur vote leur crainte des conséquences de la souveraineté. Fait à remarquer, 8,3 % des électeurs qui ont voté Non ont indiqué l'avoir fait pour d'autres raisons que celles proposées dans les choix de réponse.

Figure 2 - Répartition du vote en faveur du Non au référendum de 1995



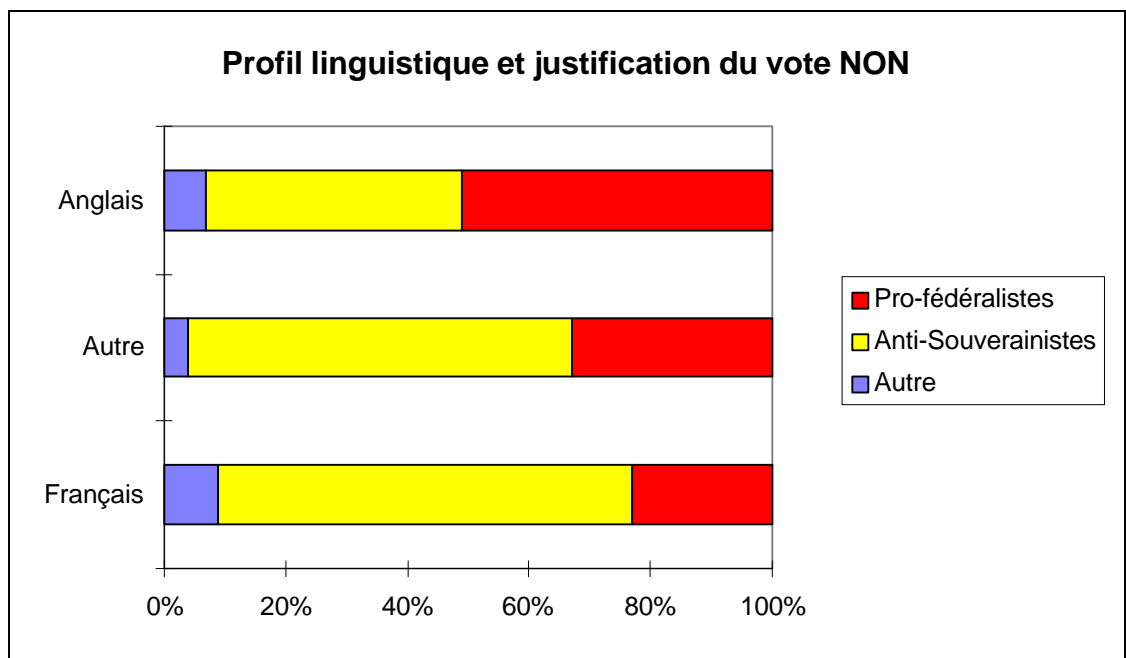
Un fait mérite ici d'être relevé: la majorité des électeurs du Non ont établi leur option sur la base d'une réaction à la souveraineté (57,7%). On ne compte, en contrepartie, que 26,7 % des électeurs du Non disposés à définir leur option politique en fonction de leur adhésion au fédéralisme.

Nous définirons ici comme fédéralistes ceux qui se sont clairement identifiés comme fédéralistes ou qui ont justifié leur Non sur la base de leur appui à Jean Chrétien. Nous désignerons comme

anti-souverainistes, les électeurs qui ont voté non, soit pour exprimer leur crainte vis-à-vis de la souveraineté, soit pour exprimer leur méfiance vis-à-vis de Jacques Parizeau.

Soulignons avant d'aller plus loin que contrairement aux électeurs souverainistes (anti-fédéralistes ou pro-souverainistes) l'identité démo-linguistique des répondants est ici fortement corrélée avec leur façon de justifier leur option constitutionnelle. Ainsi, les francophones sont, dans une proportion significative, plus anti-souverainistes que les anglophones. Aussi, chez les répondants de langue maternelle francophone, 67,6 % des répondants se disent anti-souverainistes alors que cette proportion tombe à 42 % chez les répondants de langue maternelle anglophone. En contrepartie, 51 % des anglophones se disent pro-fédéralistes alors que cette proportion tombe à 23,2 % chez les francophones.

Graphique 12 - Langue maternelle et justification du Non au référendum

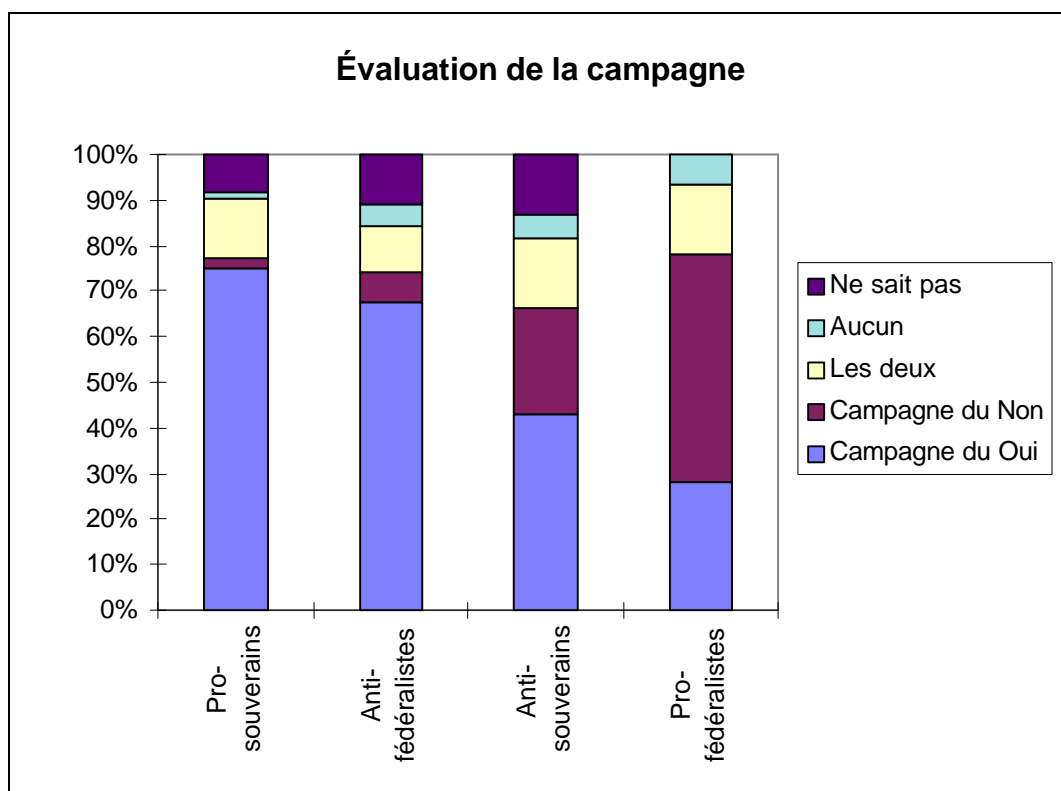


On remarquera finalement que les répondants dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français ont un profil assez comparable au profil des francophones et sont par conséquent plutôt anti-souverainistes que pro-fédéralistes.

L'électorat en faveur du Non et la campagne référendaire

Les pro-fédéralistes et les anti-souverainistes se distinguent également en fonction de l'intérêt qu'ils ont porté à la campagne. Ainsi, si 75,1 % des répondants pro-fédéralistes admettent avoir accordé beaucoup ou assez d'importance à la campagne, cette proportion tombe à 54,8% chez les électeurs anti-souverainistes, ce qui tend à laisser croire que l'électorat anti-souverainiste est moins politisé que l'électorat pro-fédéraliste. Les pro-fédéralistes font par ailleurs une évaluation plus partisane de la campagne. Par exemple, ils sont plus enclins que les anti-souverainistes à reconnaître dans le camp du Non les meilleurs porte-parole, la meilleure publicité et la meilleure campagne (graphique 13). Ils ont également accordé plus d'importance que les anti-souverainistes à la marche du 27 octobre organisée par le camp du NON.

Graphique 13 - Profils et évaluation de la meilleure campagne référendaire

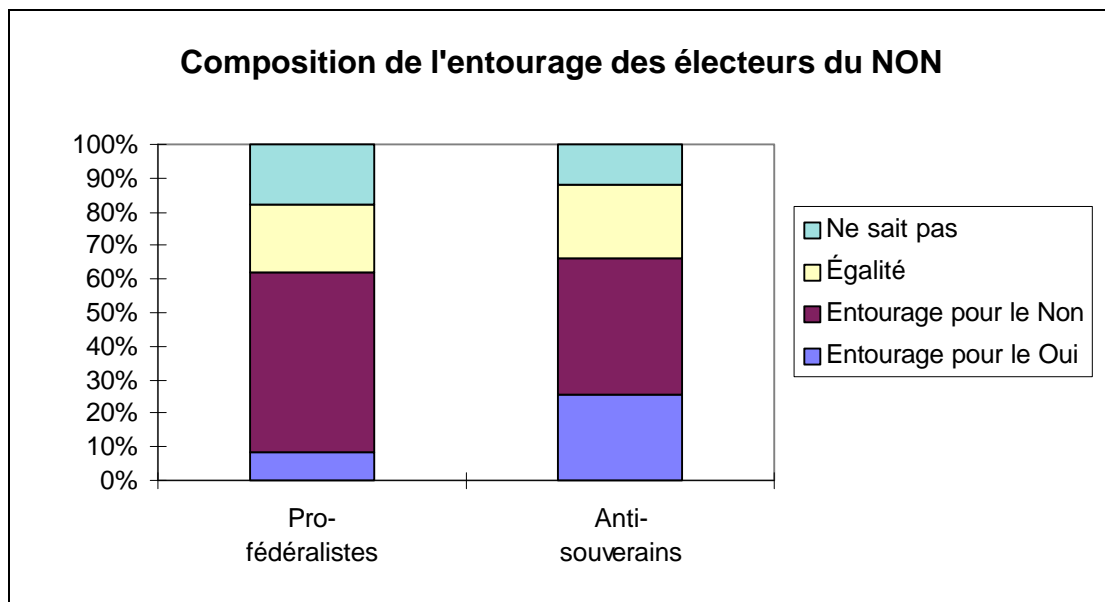


On peut déduire qu'une certaine continuité existe dans la succession des profils pro-souverainistes -> anti-fédéralistes -> anti-souverainistes -> pro-fédéralistes et que, s'agissant des options constitutionnelles, le Oui a plus de gains à faire auprès des anti-souverainistes

qu'après des pro-fédéralistes qui forment un bloc idéologique solide et cohérent, comme on le verra plus loin. Ainsi, contrairement aux anti-souverainistes qui, dans une proportion significative, attribuent à Lucien Bouchard la meilleure performance de la campagne (38,6 %), les pro-fédéralistes mettent Daniel Johnson et Lucien Bouchard nez-à-nez (16,7 % et 16,3 %) et se disent plus spontanément satisfaits — encore que dans une mesure relative — de la performance de Jean Charest (25,4 %). D'ailleurs, après la campagne, si 20,2 % des électeurs pro-fédéralistes affirmaient souhaiter que Lucien Bouchard succède à Jacques Parizeau, cette proportion passait à 36,7 % du côté des anti-souverainistes.

Dans le même sens, on remarque une plus grande cohérence idéologique dans l'entourage des pro-fédéralistes que dans celui des anti-souverainistes. On constate par exemple, à la lecture des données, que si 54 % des électeurs pro-fédéralistes admettent être entourés par une majorité d'électeurs fédéralistes, cette proportion passe à 40 % chez les anti-souverainistes qui, dans 25,7 % des cas reconnaissent par ailleurs être entourés d'une majorité d'électeurs favorables au Oui alors que cette proportion tombe à 8,2 % du côté des pro-fédéralistes (graphique 14).

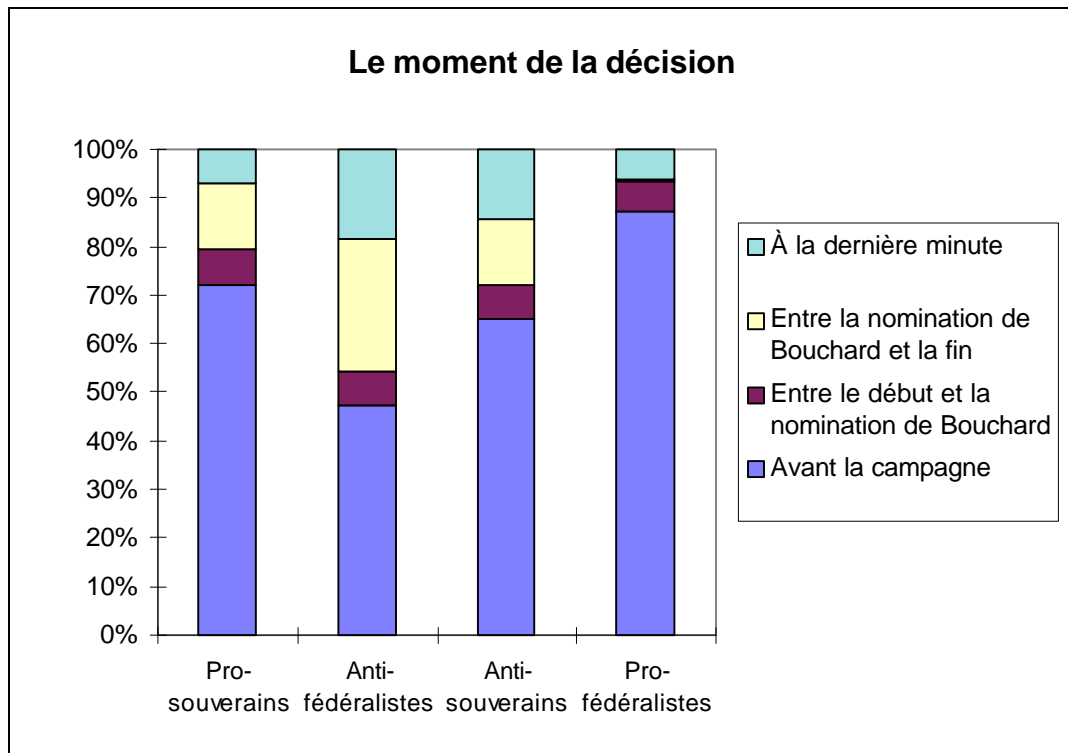
Graphique 14 - Profils et perceptions du vote de son entourage



On peut supposer ici une plus grande fragilité dans l'électorat du NON, notamment auprès des anti-souverainistes. Cette tendance trouve un certain écho dans l'évolution du choix des électeurs du NON tout au cours de la campagne. Ainsi, à la toute fin de la campagne, si 25,8 % des anti-souverainistes admettaient avoir envisagé de changer d'option, cette virtualité n'effleure

l'esprit que de 7,9 % chez les électeurs pro-fédéralistes. Le moment de la décision apparaît également être un critère discriminant entre pro-fédéralistes et anti-souverainistes. Ainsi, si 87,4 % des pro-fédéralistes avaient déjà fait leur choix avant la campagne, cette proportion tombe à 65 % du côté des anti-souverainistes, 14,5 % d'entre eux admettaient par ailleurs avoir fait leur choix à la toute dernière minute. Il convient cependant de comparer tout cela aux réponses enregistrées auprès des électeurs du OUI.

Graphique 15 - Profils et moment de la prise de décision



Le graphique 15 révèle ainsi deux choses bien différentes. Il fait d'abord constater que le OUI a bénéficié d'un important effet de campagne, notamment auprès des anti-fédéralistes, qui se sont décidés, pour une large part, dans la dernière partie de la campagne. Cette situation explique notamment la montée significative de la faveur souverainiste — de 42 % à 49,4 % — au cours des quatre dernières semaines de la campagne. On peut constater aussi que si les anti-souverainistes forment un électorat plus fragile que les pro-fédéralistes, ils constituent néanmoins un bloc moins sensible aux effets de campagne que le groupe des anti-fédéralistes. Il ressort de ces données la nécessité de construire sur une plus longue période un discours adapté à chacun des profils, mais visant d'abord à consolider le bloc des anti-fédéralistes, plus fragile,

apparemment, que celui des anti-souverainistes aux tribulations des périodes électorales. D'autres tendances méritent cependant d'être mises en évidence qui viennent préciser ce qui précède.

Les pro-fédéralistes, les anti-souverainistes et les conséquences du vote

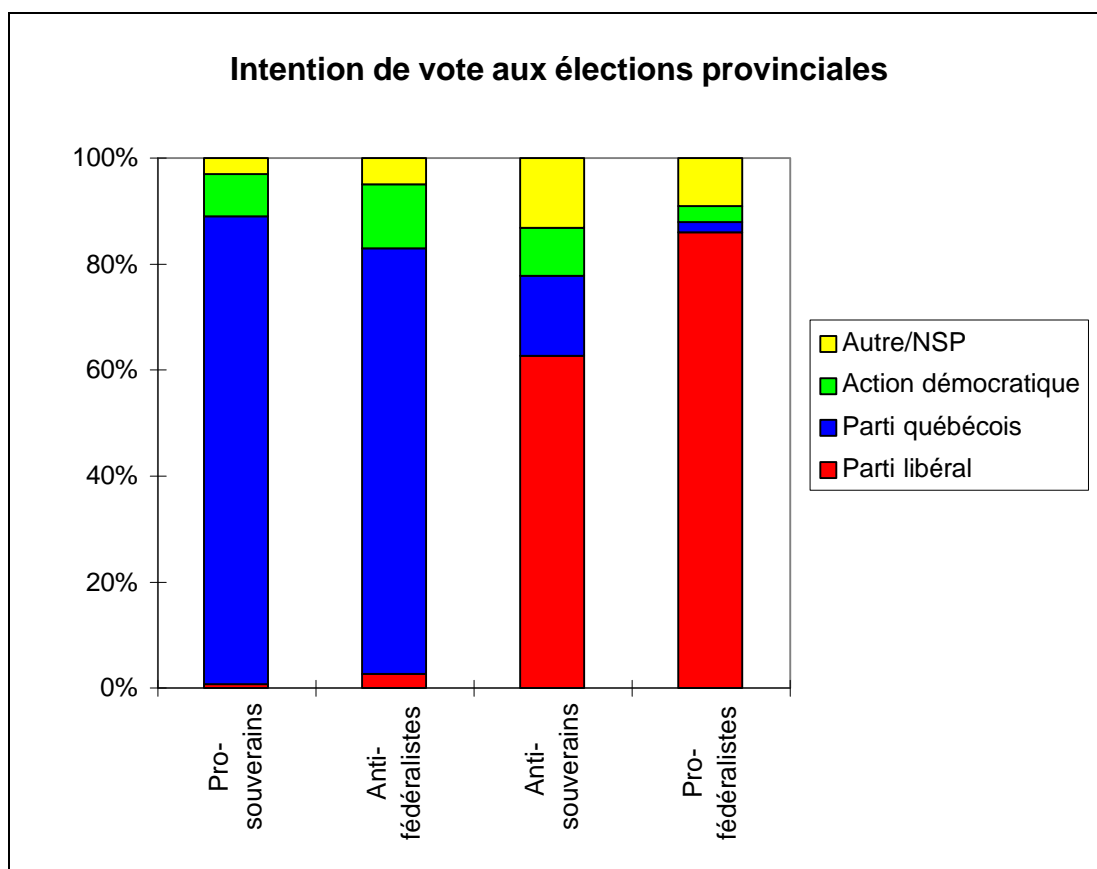
Les pro-fédéralistes et les anti-souverainistes se distinguent par ailleurs sur d'autres dimensions et, notamment, sur l'évaluation qu'ils font des conséquences d'un éventuel Oui au référendum. Ainsi, les anti-souverainistes sont moins affirmatifs que les pro-fédéralistes sur les conséquences catastrophiques d'un Oui, encore qu'une forte majorité d'entre eux envisage la perte de nombreux emplois et la montée des taux d'intérêts advenant un Oui au référendum. Contrairement aux pro-fédéralistes, ils envisagent cependant comme plus probable (59 % contre 45 %) la signature d'une entente de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique advenant l'accession du Québec à la souveraineté. Finalement, si 26,2 % des pro-fédéralistes ont affirmé envisager un déménagement hors du Québec dans l'éventualité d'un Oui au référendum, cette proportion tombe à 14,2 % dans le cas des anti-souverainistes, ce qui tend à révéler un profil d'électeur plus captif.

Pro-fédéralistes, anti-souverainistes et identité partisane

L'identité partisane est encore ici un indicateur important des positions constitutionnelles des électeurs. On remarque ainsi, que dans l'éventualité d'une élection provinciale, une majorité des électeurs du Non porteraient leur choix sur le Parti libéral, mais dans des proportions différentes selon qu'ils sont pro-fédéralistes ou anti-souverainistes. Ainsi, dans l'hypothèse d'une élection provinciale, les pro-fédéralistes voteraient dans 86,2 % des cas pour le PLQ alors que cette proportion tombe à 61,2 % chez les anti-souverainistes. En contrepartie, 15 % des anti-souverainistes appuieraient le Parti québécois et 8,7 % pour l'ADQ alors que ces appuis tombent respectivement à 2 % et 8,7 % du côté des pro-fédéralistes qui font encore montre ici d'une plus grande cohérence idéologique. Ainsi 23,6 % des anti-souverainistes (*i.e.* entre 4 et 5 % de l'électorat) accorderait leur vote à un parti souverainiste. On compte par ailleurs 12,1 % d'indécis chez les anti-souverainistes alors que cette proportion tombe à 6,7 % chez les pro-fédéralistes. Comparé aux choix partisans des électeurs du Oui, le vote des anti-souverainistes apparaît ainsi moins cohérent que celui des anti-fédéralistes. Il s'agit donc là d'une porte d'entrée potentielle pour le Oui (graphique 16). Il est raisonnable de croire — encore que la chose reste à démontrer — que la confiance accordée aux partis politiques a une influence réelle sur les positions constitutionnelles des citoyens, notamment auprès de ceux qui exercent une réelle distinc-

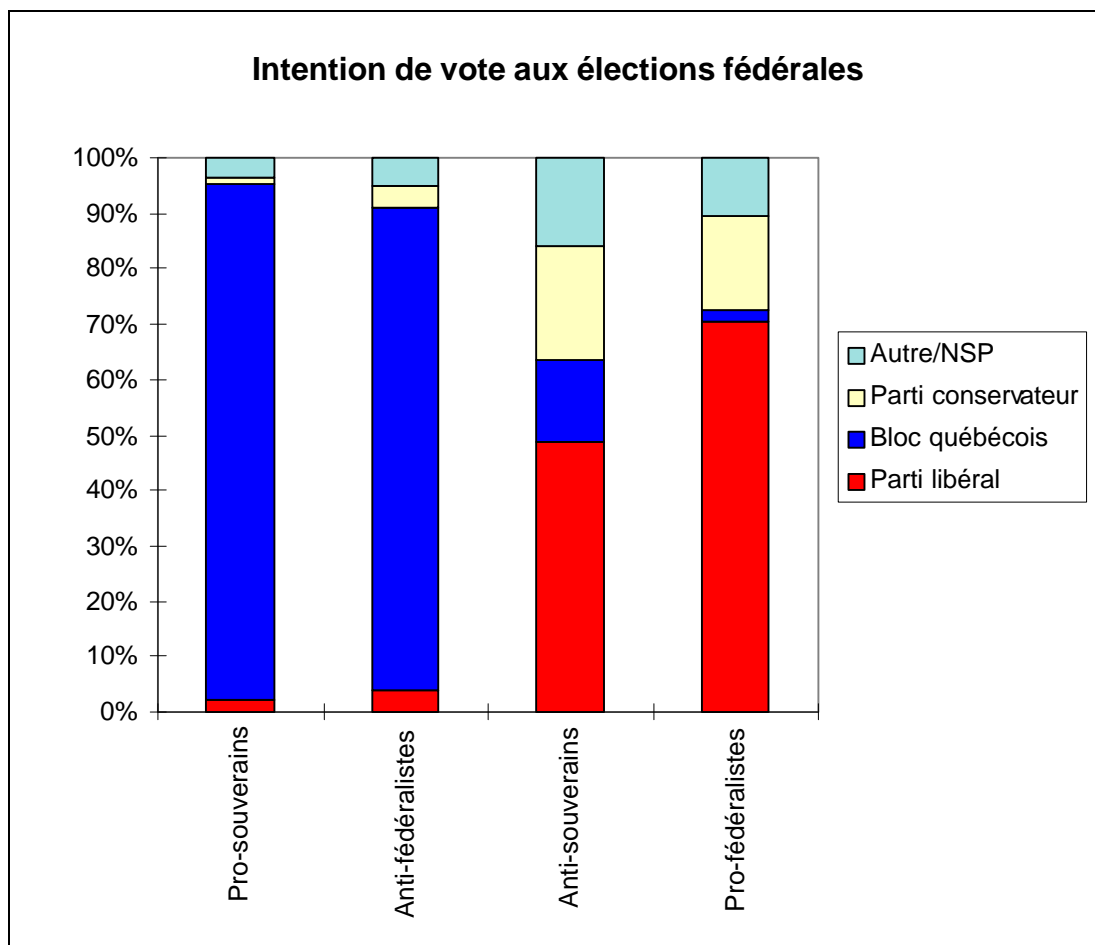
tion entre le débat constitutionnel et la gouverne quotidienne de l'État et qui, par voie de conséquence, n'appuient pas leur option partisane sur leur option constitutionnelle mais, au contraire, leur option constitutionnelle sur leur option partisane.

Graphique 16 - Profils et intentions de vote provincial



On trouve ce même flottement du côté des intentions de vote aux élections fédérales. Les pro-fédéralistes — très cohérents — y appuieraient le Parti libéral du Canada dans 70,4 % des cas et seulement 2,3 % d'entre eux voteraient pour le Bloc québécois et 16,8 % pour le Parti conservateur; 10,5 % appuieraient une autre formation politique ou restaient indécis. Les anti-souverainistes présentent sous ce rapport un profil plus métissé. Seulement 48,7 % d'entre eux accorderaient leur appui au Parti libéral du Canada, 14,8 % au Bloc québécois et 20,5 % au Parti conservateur. Au lendemain du référendum, 15,9 % des anti-souverainistes restaient encore indécis sur leur intention de vote ou voteraient pour une autre formation. On trouve ainsi confirmée l'existence, même chez des électeurs du Non, d'un certain flottement dans les fidélités partisans.

Graphique 17 - Profils et intentions de vote fédéral

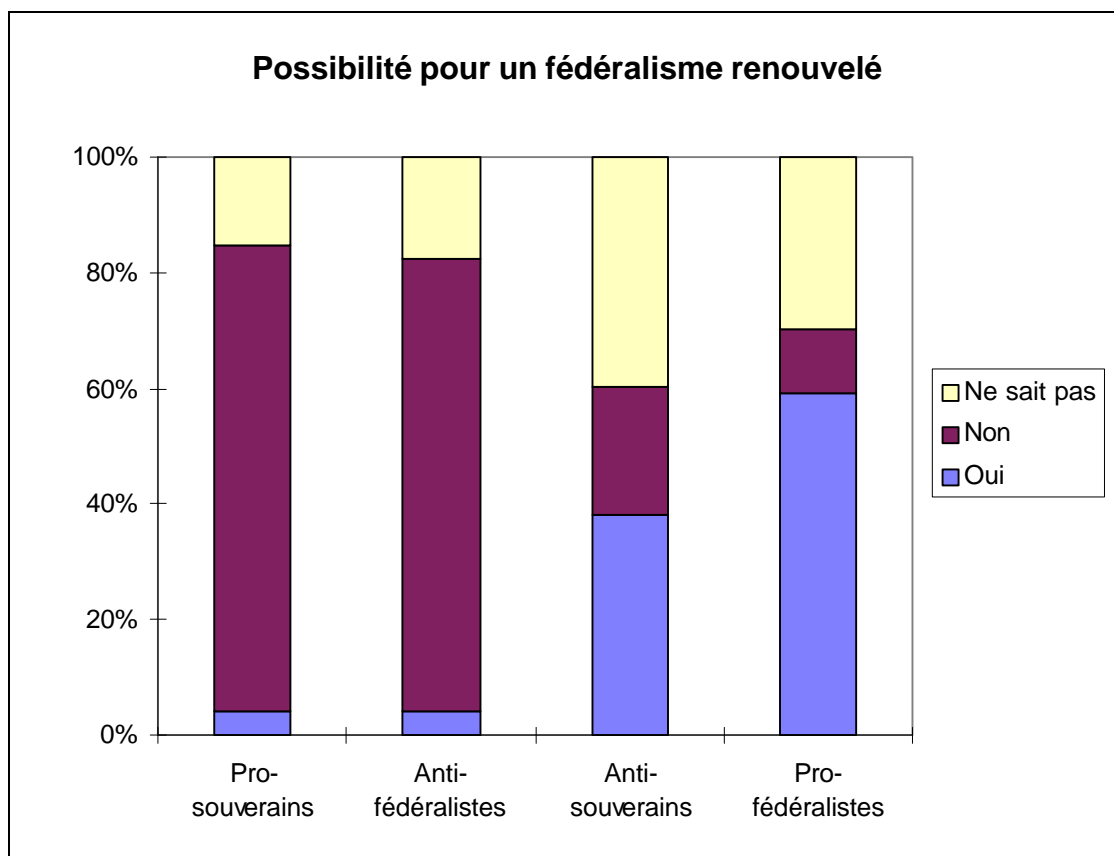


Cet état de fait se traduit d'ailleurs dans d'autres dimensions de la vie partisane. Ainsi, les pro-fédéralistes se sont plus spontanément affichés en faveur de Non que les anti-souverainistes, soit en assistant à une assemblée publique (30 % des pro-fédéralistes) soit en s'identifiant à l'aide d'un article promotionnel (13,4 %) alors que seulement 11,4 % des anti-souverainistes ont effectivement participé à une assemblée publique et que seuls 6,6 % d'entre eux ont cherché à afficher, à l'aide d'un article promotionnel, leur choix au référendum. Si nous comparons ces données avec celles que nous avons recueillies auprès des sympathisants du Oui, on constate que les pro-fédéralistes sont plus proactifs politiquement que les pro-souverainistes et que les anti-souverainistes sont plus discrets (moins extravertis) quant à leur identité politique que les trois autres catégories d'électeurs.

Pro-fédéralistes, Anti-souverainistes et renouvellement du fédéralisme

D'autres données tendent par ailleurs à révéler la fragilité des anti-souverainistes relativement à leur position constitutionnelle. Pro-fédéralistes et anti-souverainistes se distinguent en effet au sujet de leurs croyances de l'éventuel renouvellement de la fédération canadienne annoncé par Jean Chrétien à la toute fin de la campagne. Ainsi, si 59,3 % des électeurs pro-fédéralistes croient à un renouvellement possible du fédéralisme canadien, cette proportion tombe à 38,1 % chez les anti-souverainistes qui font ici montre d'un grand scepticisme quant aux initiatives politiques dans leur ensemble. Ainsi, si seulement 10,9 % des pro-fédéralistes avouent ne pas croire à la possibilité d'un renouvellement de la fédération, cette proportion passe à 22,1% auprès des anti-souverainistes; 40 % d'entre eux déclarant par ailleurs ne pas avoir d'opinion sur cette question. Les pro-souverainistes et les anti-fédéralistes — qui n'offrent pas sous ce rapport de contraste saisissant — se distinguent néanmoins nettement des sympathisants du Non relativement à cette question, comme le révèle le graphique 18.

Graphique 18 - Profils et perception de la promesse de Jean Chrétien



Ce graphique révèle le fort clivage existant au sein de l'électorat du Non. Du point de vue constitutionnel, les électeurs du Oui présentent au contraire un profil équivalent. Cette position s'explique apparemment par les attentes différentes des pro-fédéralistes et des anti-souverainistes par rapport à une éventuelle réforme constitutionnelle. En effet dans tous les cas de figure, les anti-souverainistes ont des attentes plus importantes que les pro-fédéralistes quant au renouvellement des institutions canadiennes, ce qui, en contrepartie, justifie plus de scepticisme quant à la virtualité d'une réforme du fédéralisme canadien. Si les uns et les autres s'entendent dans près de 72 % des cas sur la nécessité d'une reconnaissance du Québec comme société distincte, ils se différencient quant à leurs exigences en faveur d'un droit de veto (50,3 % contre 67,3) et même sur la nécessité d'un éventuel rapatriement de tous les pouvoirs de taxation à Québec (24,5 % contre 46,6 %), aménagement institutionnel qui reprend un des éléments constitutifs du concept de souveraineté politique.

Ces données tendent à révéler à la fois les attentes et les doutes de anti-souverainistes vis-à-vis d'une éventuelle réforme du fédéralisme. Elle peut raisonnablement laisser supposer une réception assez tiède des dernières propositions de réforme présentées par Jean Chrétien. Cette posture offre de nombreuses possibilités en regard de la préparation d'un référendum ultérieur, vers 1997, tenu après une X^e démonstration de l'impossible réforme du fédéralisme. Si le Québec doit reprendre l'initiative, il devrait du moins être en mesure de faire des offres qui répondent aux attentes assez claires d'une partie importante des électeurs qu'on identifie généralement comme fédéralistes, mais qui sont surtout craintif par rapport à la souveraineté et entretiennent d'importantes attentes quant à une éventuelle réforme du fédéralisme. Il faut cependant savoir compter également sur le scepticisme politique de cette frange de l'électorat que constituent à peu près sans distinction les anti-souverainistes et les anti-fédéralistes, qui dans les deux cas fondent leur option constitutionnelle sur un refus plutôt que sur une affirmation claire de leur choix politique. Il y a ici toute une dialectique à développer et une exploitation d'un certain tour d'esprit. Il est raisonnable de croire que, dans ce contexte, l'action du Bloc québécois sera déterminante dans les mois à venir, ne serait-ce que parce qu'elle reprend symboliquement à son compte l'idée même du refus, de la méfiance vis-à-vis du politique et du renouvellement.

Conclusion générale: le principe de double fragilité

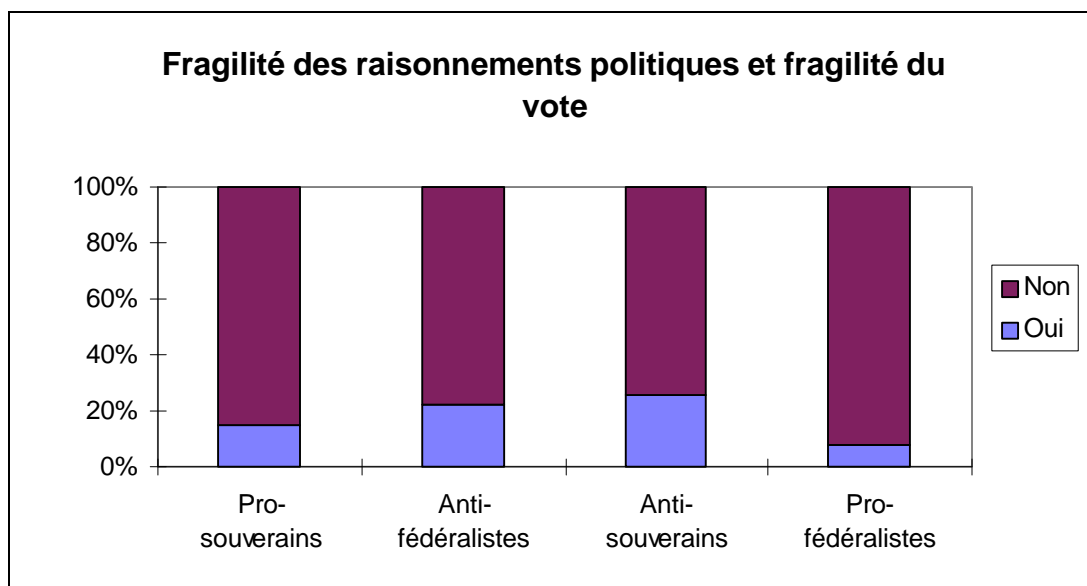
La fragilité des raisonnements politiques. Le dernier référendum ayant donné lieu à une participation de 94 % des électeurs potentiels — proportion inégalée dans le monde démocratique — il apparaît difficile, à court terme du moins, de modifier la balance référendaire sans miner les appuis obtenus par l'une des options en lice. S'agissant du camp souverainiste, c'est auprès des anti-séparatistes que les prochaines incursions politiques devront être faites, parce qu'ils constituent la partie la plus fragile de l'électorat fédéraliste. En contrepartie, les anti-fédéralistes constituent, du côté du Oui, un électorat également fragile. Cela dit près de 63 % des électeurs du Oui sont pro-souverainistes et 34 % anti-fédéralistes alors que la majorité des électeurs du Non (63 %) sont anti-souverainistes et que seulement 29 % des sympathisants du Non sont nettement pro-fédéralistes. Il résulte de cette arithmétique que la proportion des électeurs fragiles du Non est plus importante que celle des électeurs fragiles du Oui. Dans les deux camps cependant, il existe une frange importante de l'électorat qui tend à établir sa position sur la base d'une conception négative (*réactive*) du politique. C'est ce que nous appelons la fragilité du raisonnement politique.

La fragilité de la décision politique. Nous avons par ailleurs vu dans la première section de cette étude que les deux camps du Oui et du Non comptent des éléments fragiles sous le rapport de la stabilité de leur intention de vote. Rappelons simplement qu'au sein des électeurs qui ont finalement voté en faveur du Oui, 17,1 % des répondants admettaient avoir envisagé d'appuyer le Non à un moment ou à un autre de la campagne et que 20,5% des électeurs qui ont finalement voté en faveur du Non, ont également envisagé, à un moment ou à un autre, de voter pour le Oui. C'est ce que nous appelons la fragilité de la décision politique. Nous avons par ailleurs établi que cette catégorie d'électeurs répondait à un profil plus prédictif que celui des indécis qui, pour la plupart, ont déjà opté pour une ou l'autre des options en présence (discretion plutôt qu'indécision).

Le principe de la double fragilité. Il ressort de cette analyse que les chances de chaque camp d'en venir à une victoire éventuelle résident dans l'exploitation qu'il doit savoir faire des franges les plus fragiles de l'électorat de son adversaire, c'est-à-dire des *antis* qui, dans le camp adverse,

ont prétendu avoir envisagé d'appuyer une autre option que la leur. Le graphique 19 qui suit révèle l'importance de cette frange de l'électorat.

Graphique 19 - Fragilité des raisonnements politiques et fragilité du vote



Les éléments caractérisés par une double fragilité du raisonnement politique d'un côté et des intentions de vote, de l'autre, représentent au total près de 11 % de l'électorat dans son ensemble et 6,6 % de cet électorat est constitué d'anti-souverainistes fragiles, c'est-à-dire de *fédéralistes non-convaincus*. Ils forment 16 % de l'électorat du Non. Les groupes de ce type constituent sans doute les éléments les plus instables de l'électorat. Ils représentent évidemment une partie assez faible de celui-ci, mais ils constituent vraisemblablement cette frange des citoyens qui a permis d'atteindre 56 % lors du référendum de Charlottetown. Le problème est savoir de quelle façon aborder ce segment très restreint de la population. Il est cependant raisonnable de croire qu'elle s'alimente de tout ce qui apparaît rébarbatif dans le projet souverainiste sans pour autant accepter n'importe quelle proposition du gouvernement fédéral. Il est raisonnable de croire ici, que les propositions fédérales actuelles sont précisément de nature à favoriser un changement d'allégeance des anti-souverainistes, compte tenu des attentes qu'ils entretiennent par ailleurs quant à la place du Québec au sein de la fédération. Mais c'est sans doute le rejet d'éventuelles offres québécoises qui favoriserait le plus le transfert des loyautés d'un tel électorat. D'autres études pourraient conduire à une analyse plus serrée des lignes de fractures qui segmentent le marais électoral sur le plan constitutionnel. On sait par ailleurs que cette partie de l'électorat

semble distinguer assez clairement les problèmes politiques courants et les problèmes constitutionnels en tant que tels. Il est donc peu probable qu'elle établisse — ou modifie — sa position *hors contexte*, sur la seule base des événements politiques quotidiens et que leur choix quant à l'une ou l'autre des options constitutionnelles ne pourra s'établir ou se modifier qu'à la faveur d'un contexte mettant en exergue la question constitutionnelle en tant que telle (contexte post-Meech), contexte qui poserait à la fois le problème de l'existence collective et des institutions politiques comme éléments centraux transcendant les questions plus courantes d'ordre économique ou social. Il ne pourra y avoir de jeu de bascule qu'en contexte ... et, de façon plus vraisemblable encore, à la suite d'une erreur de l'adversaire.

Pierre Noreau
décembre 1995